



# Combattre le virus : Le chômage de masse n'est pas la solution

Prévenir la réouverture de l'économie nationale contribuera à anéantir les petites et moyennes entreprises (régionales et locales) dans le monde entier

Par [Prof Michel Chossudovsky](#)

Mondialisation.ca, 07 octobre 2020

Thème: [Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Analyses: [COVID-19](#)

*Image : Le chômage en Inde atteint un niveau record*

*Des millions de personnes dans le monde entier sont victimes de la campagne de peur. La panique prévaut. Chaque jour, les médias parlent du « virus mortel » par le biais de la désinformation*

*La peur et la panique, associées à des mensonges flagrants, empêchent les gens de comprendre la logique de ces politiques économiques et sociales de grande envergure.*

*Le 11 mars 2020, l'OMS a déclaré une pandémie mondiale, nécessitant le verrouillage et la fermeture des économies nationales de 193 États membres des Nations unies, avec des conséquences économiques et sociales dévastatrices : chômage, pauvreté, désespoir.*

*Ces mesures autoritaires imposées à des millions de personnes ont été acceptées sans réserve. L'opinion publique a été amenée à croire que ces mesures étaient une solution pour combattre le « virus tueur ».*

La deuxième vague

Et maintenant, sept mois plus tard, une « deuxième vague » de COVID-19 a été annoncée. La solution proposée pour lutter contre le « virus tueur » consiste à prévenir et à retarder la réouverture de l'économie nationale, tout en imposant la distanciation sociale, le port du masque facial, etc.

Inutile de dire qu'au début de cette deuxième vague, l'économie mondiale est déjà dans un état de chaos. Bien que les rapports ne révèlent pas la profondeur et la gravité de cette crise mondiale, les preuves (qui sont encore provisoires et incomplètes) parlent d'elles-mêmes.

L'« économie réelle » et le « Big Money »

Pourquoi ces politiques de verrouillage de COVID-19 sont-elles le fer de lance de la faillite, de la pauvreté et du chômage ?

Il existe une relation importante entre l'« économie réelle » et le « Big Money », à savoir le

pouvoir financier.

Ce qui est en cours est un processus de concentration de la richesse, par lequel le pouvoir financier (c'est-à-dire les créanciers de plusieurs milliards de dollars) est censé s'approprier les actifs réels des entreprises en faillite ainsi que les actifs de l'État.

L'« économie réelle » constitue le « paysage économique » de l'activité économique réelle : actifs productifs, agriculture, industrie, services, infrastructures économiques et sociales, investissements, emploi, etc.

L'économie réelle aux niveaux mondial et national est visée par le confinement et la fermeture de l'activité économique. Les institutions financières Global Money sont les « créanciers » de l'économie réelle.

La fermeture de l'économie mondiale a déclenché un processus d'endettement mondial. Sans précédent dans l'histoire du monde, une dette de plusieurs billions de dollars affecte simultanément les économies nationales de 193 pays.

Dans le cadre de la « nouvelle normalité » de la grande relance mondiale mise en place par le Forum économique mondial (FEM), les créanciers (y compris les milliardaires) finiront par racheter d'importants secteurs de l'économie réelle et par reprendre des entreprises en faillite. Les créanciers chercheront également à acquérir la propriété et/ou le contrôle de la « richesse publique », y compris les actifs sociaux et économiques de l'État, par le biais d'un projet d'endettement massif.

La « Gouvernance mondiale »

Un système de « gouvernance mondiale » contrôlé par de puissants intérêts financiers, dont des fondations d'entreprises et des *think tanks* de Washington, supervise la prise de décision au niveau national et mondial. David Rockefeller avait défini la gouvernance mondiale comme « la souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers ».

Le scénario de la gouvernance mondiale impose un programme totalitaire d'ingénierie sociale et de conformité économique. Il constitue une extension du cadre politique néolibéral imposé aux pays en développement et aux pays développés. Il consiste à mettre au rancart l'« autodétermination nationale » et à construire un réseau mondial de régimes par procuration pro-américains contrôlés par une « souveraineté supranationale » (gouvernement mondial) composée des principales institutions financières, des milliardaires et de leurs fondations philanthropiques. (Michel Chossudovsky, août 2020)

Dans les sections ci-dessous, nous passons brièvement en revue les impacts dramatiques de la fermeture de l'économie mondiale en nous concentrant sur les faillites, la pauvreté, le chômage, l'apparition de famines et l'éducation. La plupart des chiffres cités ci-dessous proviennent de sources des Nations unies, qui ont tendance à sous-estimer la gravité de la crise mondiale.

La vague de faillites

La vague de faillites déclenchée par la fermeture de l'économie mondiale touche aussi bien les petites et moyennes entreprises (PME) que les grandes sociétés. Les faits démontrent que les petites et moyennes entreprises sont littéralement en train d'être anéanties.

Selon une étude du Centre du commerce international, citée par l'OCDE, concernant les PME dans 132 pays :

deux tiers des micro et petites entreprises déclarent que la crise a fortement affecté leurs activités commerciales, et un cinquième indique le risque de fermeture définitive dans les trois mois. Sur la base de plusieurs enquêtes menées dans divers pays, McKinsey (2020) indique qu'entre 25 et 36 % des petites entreprises pourraient fermer définitivement à la suite des perturbations survenues au cours des quatre premiers mois de la pandémie. ([Rapport de l'OCDE](#), c'est nous qui soulignons)

Aux États-Unis, la procédure de faillite est en cours. Selon un groupe d'universitaires dans une lettre au Congrès :

« nous prévoyons qu'une fraction importante des petites entreprises viables sera obligée de se mettre en liquidation, ce qui entraînera des pertes économiques élevées et irréversibles, ». « Les travailleurs perdront leur emploi même dans des entreprises par ailleurs viables. ...

« Une série de défaillances semble presque inévitable. À la fin du premier trimestre de cette année, les entreprises américaines avaient accumulé près de 10 500 milliards de dollars de dettes - de loin le plus gros montant depuis que la Banque de la Réserve fédérale de Saint-Louis a commencé à suivre ce chiffre à la fin de la Seconde Guerre mondiale. « Une explosion de la dette des entreprises », a déclaré M. Altman ([NYT](#), 16 juin 2020).

En ce qui concerne les petites entreprises aux États-Unis :

près de 90% des petites entreprises ont subi un impact négatif important (51%) ou modéré (38%) de la pandémie; 45% des entreprises ont subi des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement ; 25% des entreprises ont moins de 1 à 2 mois de réserves de trésorerie« . ([OCDE](#))

Les résultats d'une enquête menée auprès de plus de 5 800 petites entreprises aux États-Unis :

... montrent que 43% des entreprises ayant répondu sont déjà temporairement fermées. En moyenne, les entreprises ont réduit leurs effectifs de 40 %. Les trois quarts des répondants indiquent qu'ils disposent de deux mois ou moins de liquidités en réserve. ... (OCDE)

Le chômage de masse est désormais mondial

Chômage mondial

Dans un rapport du mois d'août, l'Organisation internationale du travail (OIT) le confirme :

La crise COVID-19 a gravement perturbé les économies et les marchés du travail dans toutes les régions du monde, avec des pertes d'heures de travail estimées à près de 400 millions d'emplois à temps plein au deuxième trimestre 2020, dont la plupart dans les pays émergents et en développement...(OIT,

2020a). ...

Parmi les plus vulnérables figurent les 1,6 milliard de travailleurs de l'économie informelle, représentant la moitié de la main-d'œuvre mondiale, qui travaillent dans des secteurs connaissant d'importantes pertes d'emploi ou qui ont vu leurs revenus sérieusement affectés par les fermetures.

La crise COVID-19 touche de manière disproportionnée 1,25 milliard de travailleurs occupant des emplois à risque, en particulier dans les secteurs les plus durement touchés comme le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, et l'industrie manufacturière (OIT, 2020b). La plupart de ces travailleurs sont des indépendants, occupant des emplois à faible revenu dans le secteur informel... Les jeunes, par exemple, subissent de multiples chocs, notamment une perturbation de l'éducation et de la formation, de l'emploi et des revenus, en plus de difficultés accrues à trouver un emploi.

L'OIT ne se concentre pas sur les causes politiques du chômage de masse, à savoir les mesures prises par les gouvernements, prétendument en vue de résoudre la pandémie de COVID-19

En outre, l'OIT a tendance à sous-estimer à la fois les niveaux et l'augmentation du chômage.

Le chômage en Amérique latine

En Amérique latine, le taux de chômage moyen était estimé à 8,1 % à la fin de 2019. Selon l'OIT, il pourrait augmenter d'un modeste 4 à 5 points de pourcentage pour atteindre 41 millions de chômeurs.

En chiffres absolus, ces taux impliquent que le nombre de personnes qui cherchent un emploi, mais ne sont pas embauchées est passé de 26 millions avant la pandémie à 41 millions en 2020, comme l'ont annoncé les experts de l'OIT...

Ces estimations de l'OIT et de la Banque mondiale sont trompeuses. Selon la [Banque interaméricaine de développement](#) (BID), l'augmentation du chômage pour l'Amérique latine est de l'ordre de 24 millions, avec des pertes d'emplois de l'ordre de 3,6 millions en Colombie, de 7,0 millions au Brésil et de 7,0 millions au Mexique.

Même ces chiffres tendent à sous-estimer l'augmentation spectaculaire du chômage. Et la situation est susceptible d'évoluer dans les mois à venir.

Selon une enquête menée par l'Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI), [l'augmentation du chômage au Mexique a été de 12,5 millions en avril](#), c'est-à-dire dans le mois suivant le blocage et la fermeture de l'économie nationale le 11 mars 2020.

Le chômage aux États-Unis

Aux États-Unis, « plus de 30 millions de personnes, soit plus de 15 % de la population active, ont demandé des allocations de chômage... » ([CSM, 6 mai 2020](#))



Rien de comparable à ce qui s'est passé depuis janvier n'est jamais arrivé auparavant aux États-Unis.

Pour la 27e semaine consécutive, plus d'un million d'États-Uniens en âge de travailler ont déposé des demandes d'assurance chômage (UI).

La semaine dernière, 870 000 personnes ont demandé à bénéficier de l'assurance-chômage ordinaire de l'État, et 630 000 autres ont demandé à bénéficier de l'assistance-chômage en cas de pandémie (PUA), le programme fédéral destiné aux travailleurs non éligibles à l'assurance-chômage. ([Stephen Lendman](#), 25 septembre 2020)

Le chômage dans l'Union européenne (UE)

« [Le chômage dans l'ensemble de l'Union européenne](#) devrait atteindre 9 % en 2020, à la suite de la pandémie de coronavirus et des mesures de verrouillage appliquées par les gouvernements nationaux ».

[Selon les chiffres officiels de l'Union européenne:](#)

La Grèce, l'Espagne et le Portugal ... ont de nouveau connu une forte augmentation du chômage des jeunes depuis le début de la pandémie. La Grèce a connu une hausse de 31,7 % en mars à 39,3 % en juin, tandis que l'Espagne et le Portugal ont connu des augmentations similaires, passant respectivement de 33,9 % à 41,7 % et de 20,6 % à 27,4 %.

La flambée de famines

Selon des sources des Nations unies, des famines ont éclaté dans [au moins 25 pays en développement](#). Selon la FAO, le [17 juillet 2020](#)

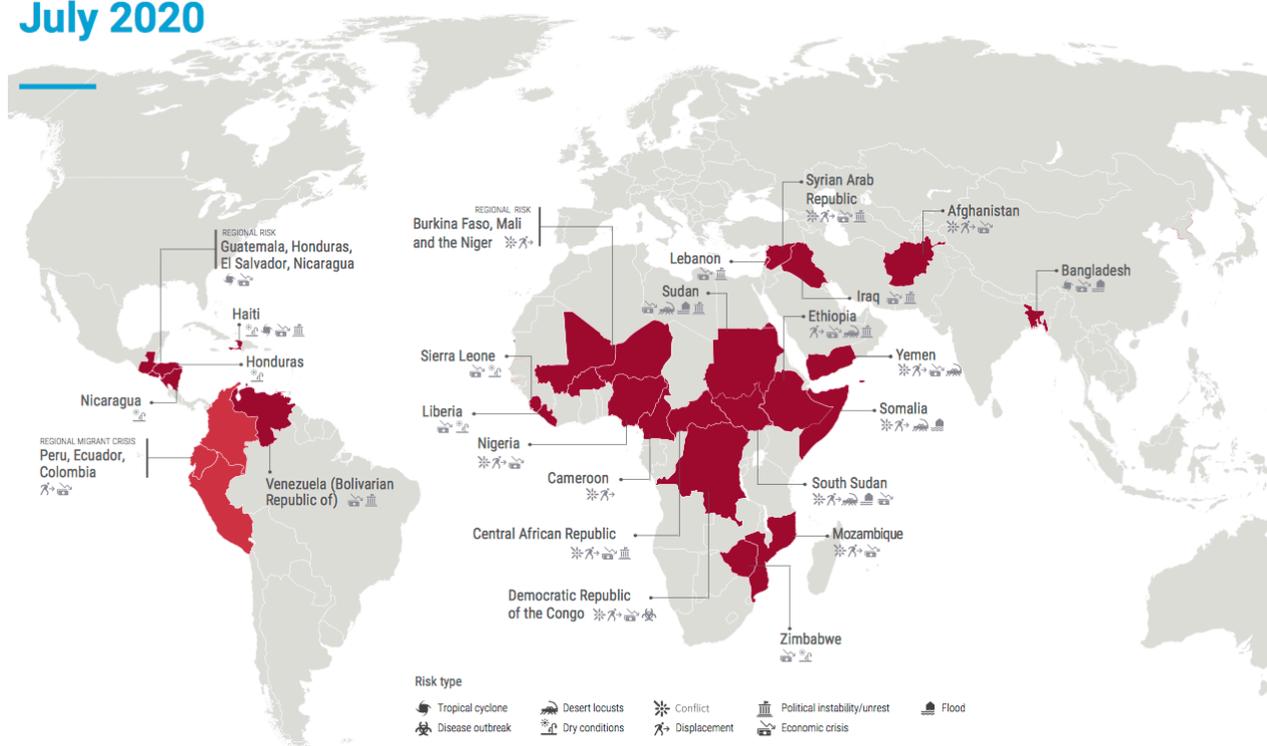
L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) identifient 27 pays qui sont en première ligne des crises alimentaires imminentes provoquées par la COVID-19, car les effets d'entraînement de la pandémie aggravent les facteurs préexistants de la faim.

Aucune région du monde n'est à l'abri, de l'Afghanistan et du Bangladesh en Asie, à Haïti, au Venezuela et en Amérique centrale, à l'Irak, au Liban, au Soudan et à la Syrie au Moyen-Orient, au Burkina Faso, au Cameroun, au Liberia, au Mali, au Niger, au Nigeria, au Mozambique, à la Sierra Leone et au Zimbabwe en Afrique.

[L'analyse conjointe de la FAO et du PAM](#) avertit que ces « pays chauds » risquent fort - et

dans certains cas voient déjà – une détérioration significative de leur sécurité alimentaire dans les mois à venir, notamment par l’augmentation du nombre de personnes poussées vers la faim aiguë.

## FAO-WFP early warning analysis of acute food insecurity hotspots July 2020



Source: FAO, April 2020. Map conforms to UN World map, February 2020;

La pandémie de la COVID-19 a potentiellement des impacts indirects de grande portée et à multiples facettes sur les sociétés et les économies, qui pourraient durer longtemps après la fin de l’urgence sanitaire. Elles pourraient aggraver les instabilités ou les crises existantes, ou en provoquer de nouvelles avec des répercussions sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistance.

Avec plus de deux milliards de personnes, soit 62 % de l’ensemble des personnes travaillant dans le monde, employées dans l’économie informelle selon les données de l’OIT, des millions de personnes sont confrontées à un risque croissant de la famine. On estime que les revenus des travailleurs informels diminuent de 82 %, l’Afrique et l’Amérique latine étant confrontées à la plus forte baisse (OIT 2020). ([FAO](#), p. 6).

### L’insécurité alimentaire aux États-Unis

La nutrition et l’insécurité alimentaire ne se limitent pas aux pays en développement. Aux États-Unis, selon [Stephen Lendman](#) :

« Environ un ménage américain sur quatre a connu l’insécurité alimentaire cette année, soit plus de 27 % des ménages avec enfants.

Une étude du Northwestern University Institute for Policy Research estime à près de 30 % le nombre de ménages avec enfants souffrant d’insécurité alimentaire. Les familles afro-américaines sont deux fois plus touchées par l’insécurité alimentaire que leurs homologues « blancs ». Les ménages latinos sont également touchés de manière disproportionnée ».

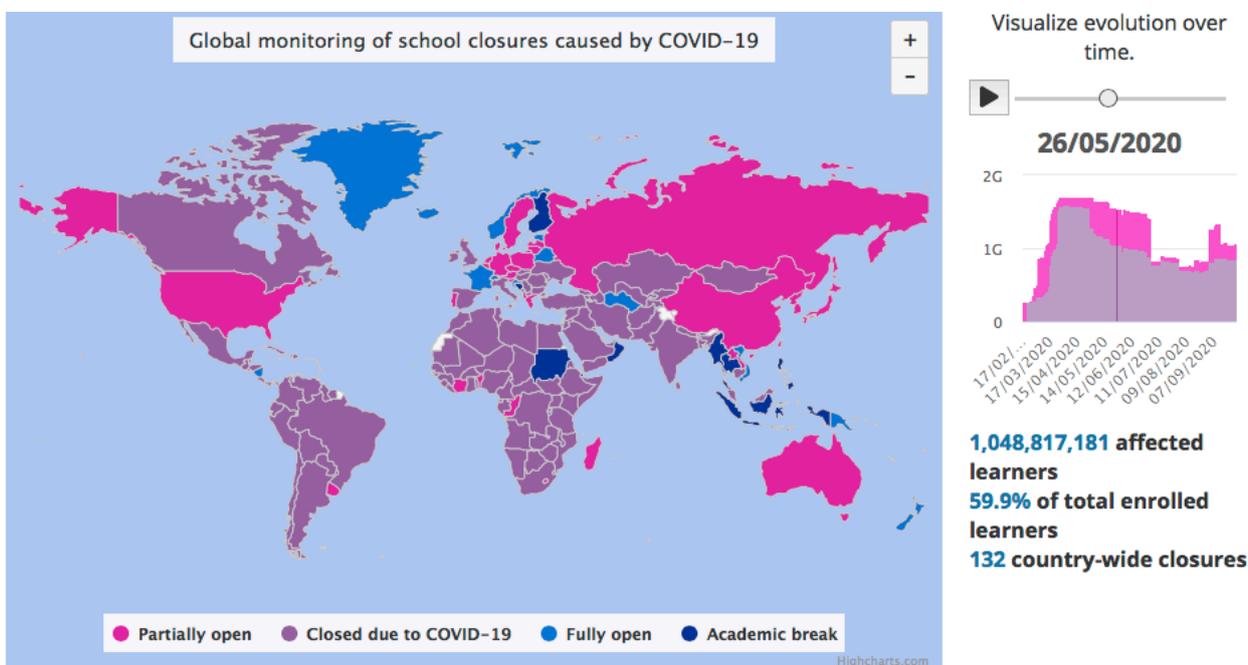
## L'éducation : Les impacts sur nos enfants

Les fondements mêmes de la société civile sont menacés. [L'UNICEF estime que 1,6 milliard d'enfants et d'adolescents sont touchés](#) par la fermeture des écoles dans le monde.

« Alors que la pandémie COVID-19 s'est propagée dans le monde entier, une majorité de pays ont annoncé la fermeture temporaire d'écoles, ce qui touche plus de 91 % des élèves dans le monde... Jamais auparavant autant d'enfants n'ont été déscolarisés en même temps... »

Les collèges et les universités sont également paralysés. Les élèves se voient refuser le droit à l'éducation. Alors que [l'UNESCO confirme que plus d'un milliard d'étudiants sont touchés](#), elle n'offre aucune solution concrète ni critique. Le discours officiel imposé par le soi-disant « partenariat privé/public » qui est imposé aux gouvernements nationaux est adopté tel quel.

Des fermetures ont été mises en œuvre dans 132 pays. Voir le diagramme ci-dessous.



cliquez sur la carte [pour accéder au rapport de l'UNESCO](#).

Ne nous faisons pas d'illusions : La vie des gens est en train d'être détruite

Et cela n'est pas dû au virus COVID-19. Il s'agit d'une décision politique prise par des gouvernements corrompus, agissant au nom d'institutions financières dominantes.

La deuxième vague

Et maintenant, l'établissement financier a chargé les gouvernements de mettre en œuvre ce qui équivaut à un deuxième programme de faillite en utilisant le prétexte et la justification que le nombre de cas positifs de COVID-19 a augmenté.

Toutes les formes d'activité sociale sont touchées, y compris les réunions familiales, les mariages et les enterrements, les rassemblements publics, sans parler de la fermeture

d'écoles, d'universités, de musées, de manifestations sportives et culturelles. Des mesures de police d'État sont désormais appliquées pour faire respecter la loi. Et les gens acceptent !

Au début de la deuxième vague, le fait de remettre à plus tard la réouverture de l'économie mondiale contribuera de manière significative à anéantir les petites et moyennes entreprises (régionales et locales) dans le monde entier, tout en précipitant la faillite de secteurs importants de l'économie mondiale, notamment les compagnies aériennes, les chaînes d'hôtels et l'industrie touristique.

La campagne de peur est une fois de plus passée à la vitesse supérieure.

Les statistiques officielles basées sur des estimations erronées et manipulées de cas positifs de COVID-19 dits « confirmés » constituent la base pour justifier ces mesures diaboliques.

On présente le virus comme la menace. Mais le virus n'a pas d'impact direct sur les variables économiques clés.

Il est question d'un enjeu sans précédent : Il s'agit d'un programme néolibéral mondial mené par des gouvernements corrompus au nom du pouvoir financier.

La « nouvelle normalité » et la Grande remise à zéro

Ne nous faisons pas d'illusions. En raison de la série de faillites, de la destruction du secteur urbain informel, sans parler de la pauvreté extrême et de l'effondrement du pouvoir d'achat, il est peu probable que le chômage de masse soit résolu dans le cadre de la « nouvelle normalité », en particulier compte tenu des politiques néolibérales qui devraient être imposées par les créanciers mondiaux.



Le Forum économique mondial (FEM) appelle maintenant à l'adoption d'une Grande remise à zéro, qui sera gérée par les créanciers mondiaux.

Selon [Peter Koenig](#), la Grande remise à zéro consiste en :

« pelleter plus d'actifs des échelons inférieurs à une petite élite, par l'asservissement de la dette - passer du capitalisme de consommation au capitalisme vert (de consommation) - et tout cela avec un attrait de convivialité envers l'environnement et la population mondiale. ...

Selon Klaus Schwab, fondateur et président exécutif du FEM (3 juin 2020) :

« Le monde doit agir conjointement et rapidement pour réorganiser tous les

aspects de nos sociétés et de nos économies, de l'éducation aux contrats sociaux et aux conditions de travail... Chaque pays, des États-Unis à la Chine, doit participer, et chaque industrie, du pétrole et du gaz à la technologie, doit être transformée. En bref, nous avons besoin d'une « Grande remise à zéro » du capitalisme ».

« Vous remarquez que la Grande réinitialisation [remise à zéro vise à maintenir le capitalisme... » (c'est nous qui soulignons)

La campagne de peur est devenue un instrument politique, un mécanisme de subordination au niveau social. Dans tout le pays, au niveau national et international, les gens ont accepté à contrecœur le consensus officiel qui est basé sur un grand mensonge.

Il est regrettable que de nombreux intellectuels progressistes qui comprennent la politique et les rouages du capitalisme mondial aient approuvé le récit officiel sur la COVID-19. La fermeture de l'économie nationale qui conduit à la pauvreté et au chômage de masse est une dérogation aux droits des travailleurs.

Le bon sens nous dit que la fermeture de l'économie mondiale détruit la vie des gens.

Mettre fin à la campagne de peur constitue le premier pas vers le renversement de la tendance.

Michel Chossudovsky

Article original en anglais :



[Combating The Virus: Mass Unemployment is Not the Solution](#)

Le 5 octobre 2020

Traduit par Maya pour [Mondialisation](#).

Note aux lecteurs : veuillez cliquer sur les boutons de partage ci-dessus ou ci-dessous. Faites suivre cet article à vos listes de diffusion. Publiez cet article sur votre site de blog, vos forums Internet, etc.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Prof Michel Chossudovsky](#), Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : [Prof Michel Chossudovsky](#)

A propos :

Michel Chossudovsky is an award-winning author, Professor of Economics (emeritus) at the University of

Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including *The Globalization of Poverty and The New World Order* (2003), *America's "War on Terrorism"* (2005), *The Global Economic Crisis, The Great Depression of the Twenty-first Century* (2009) (Editor), *Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War* (2011), *The Globalization of War, America's Long War against Humanity* (2015). He is a contributor to the Encyclopaedia Britannica. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal for Merit of the Republic of Serbia for his writings on NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at [crgeditor@yahoo.com](mailto:crgeditor@yahoo.com)

Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)